

### Le budget

Je crois que le ministre des Finances a magnifiquement réussi à calmer et à rassurer les titulaires d'obligations, ceux qui assurent les mouvements de capitaux, Wall Street et tous les spéculateurs des marchés monétaires. Le ministre a fait un excellent travail, car il n'y a. . .

**Mme Meredith:** En portant des verres fumés.

**M. Mills (Broadview—Greenwood):** Monsieur le Président, il y a seulement une semaine et demie, j'ai été inspiré par le budget qu'ils avaient proposé.

J'ai mis les réformistes au défi de mettre davantage l'accent sur le déficit humain. Ils veulent parler uniquement du déficit fédéral, mais, à mon avis, ils ne se préoccupent pas suffisamment du déficit humain qui existe non seulement chez nous, mais dans tous les pays parce que le système monétaire a changé et que de nombreux pays souverains, dont le Canada, ne réussissent plus à le maîtriser.

Le jour où j'ai pris la parole à la Chambre à ce sujet, j'ai reçu un document d'un certain professeur Morris Miller, qui a écrit un document intitulé: «Où nous mène l'interdépendance mondiale? Pourquoi nous avons besoin d'un nouveau Breton Woods amélioré». J'en cite un extrait:

Au début de 1994, on pouvait déjà constater une préoccupation grandissante au sujet de l'importance accordée au commerce des produits dérivés en cours, dont la valeur est estimée à environ 16 000 milliards de dollars. L'ampleur et la volatilité de cette industrie ont amené un comité du Congrès à consacrer une séance à l'examen de cette question et la revue *The Economist* de la semaine du 14 au 20 mai 1994 à réserver son article vedette et son principal éditorial au thème suivant: «Votre avenir financier» et à se demander quelle était la raison de tout cela. Selon l'explication donnée,

«il s'agit d'un secteur nouveau, mondial et déjà énorme. Le montant mirobolant auquel on évalue le commerce des produits dérivés, soit plus de 16 milliards de dollars, donne le vertige [ . . . ] Enfin, on craint que les produits dérivés en cours n'alimentent l'incertitude sur les marchés financiers en intensifiant les achats par endettement et la spéculation, une incertitude qui pourrait, si les choses tournaient mal, menacer l'ensemble du système financier mondial.»

Je voudrais citer un article vedette paru le dimanche 5 mars dans le cahier des affaires du *Toronto Star* et intitulé «Des joueurs qui misent des milliards de dollars»:

La Banque Royale est le principal représentant du Canada sur le marché des changes; la valeur de ses transactions s'élève à plus de 20 milliards de dollars ou davantage par jour ouvrable. Cela représente des revenus de 325 millions de dollars par année et une partie importante des profits de 150 millions de dollars que la banque réalise grâce à ses activités de trésorerie.

Ce marché équivaut à un jeu de dés qui se déroule 24 heures par jour et qui change de lieu sans cesse, où les joueurs ne se rencontrent jamais et se parlent rarement, mais où chacun peut souvent dire, d'après les habitudes d'achat affichées à son écran, quelle banque de quelle ville lui fait une offre quelconque.

J'ai dit, dès le départ, que le ministre des Finances avait fait un travail remarquable, à mon avis, en réussissant à calmer et à apaiser ces titulaires d'obligations. Je peux l'affirmer parce que la réaction de tous ces joueurs a été extrêmement favorable.

Toutefois, je partage l'opinion de bien d'autres députés à la Chambre, et même de certains députés de l'opposition, qui demandent ce que nous ferons dans 30 mois, lorsque la facture des intérêts sur notre dette nationale atteindra peut-être 50 ou 60 milliards de dollars? Que ferons-nous alors puisque nous avons

déjà vendu les biens que possédait le gouvernement fédéral d'un océan à l'autre? Lorsque nous aurons privatisé tout ce qui restait à privatiser et que nos transferts vers les universités et les hôpitaux auront été réduits au minimum, où trouverons-nous le moyen de payer la facture?

• (1030)

Je voudrais faire une suggestion à l'opposition. À mon avis, nous devrions procéder comme les chefs d'État ont fait après la guerre. Ils ont tenu une conférence des Nations Unies sur la réforme monétaire et commerciale, la conférence de Bretton Woods. Voilà ce dont parle le professeur Morris Miller dans son document. Voilà quel est notre défi à nous tous en cette enceinte.

Le système monétaire mondial est un échec total. Il est en faillite. Nous sommes donc tous dans un canot et nous descendons la rivière, mais soudainement nous traversons des rapides. Nous voulons tous être responsables. Nous ne voulons pas faire chavirer le canot. C'est pour cette raison que je pense que le ministre des Finances s'y est pris de main de maître pour refroidir l'ardeur de ces croupiers, de ces directeurs de casinos internationaux qui font commerce de capitaux et contrôlent notre devise. Nos taux de change et d'intérêt varient continuellement sans que ces gens n'aient de comptes à rendre au public. Ils ne s'en prennent pas qu'à nous, ils font subir le même sort à tous les États souverains.

Qui sont les perdants? Il y a, au sein de notre société, un petit groupe qui s'enrichit énormément et un autre qui s'appauvrit terriblement. C'est de notoriété publique. Mais comment allons-nous affronter ces directeurs de casino? Comment mettre fin à leurs manigances? Le Canada ne peut le faire tout seul. Le Canada doit avoir l'appui, non seulement des pays du G-7, mais de tous les autres pays, même les nouveaux pays qui, depuis les accords de Bretton Woods, se sont joints au système monétaire international et se sont aperçus qu'il y avait quelque chose qui n'allait pas.

Je vois dans ce budget beaucoup de difficultés pour ceux qui vont perdre leur emploi. Le ministre des Finances l'admet. Il n'avait guère le choix. Il ne pouvait faire mieux avec la situation dont il a hérité.

**M. Abbott:** Ah! Vraiment!

**M. Mills (Broadview—Greenwood):** Absolument. Il y a une chose que le ministre des Finances a mentionnée dans son budget mais qui n'a pas beaucoup attiré l'attention, à savoir la responsabilité qu'ont les institutions financières de ce pays à l'égard des PME. Il a mis les institutions financières au défi de faire preuve de plus de compassion envers ces dernières, d'être plus attentives à leurs besoins et de les appuyer dans leurs efforts. Nous sommes tous d'accord pour dire que c'est entre les mains des PME que reposent nos espoirs de création d'emplois pour les Canadiens.

Dans une quinzaine de jours, nous reprendrons contact avec les banques et nous les confronterons à nouveau. Pour ma part, je leur poserai la question suivante: «Comment se fait-il que vous